

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous  
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) mais aussi sur notre site [www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20](http://www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## OBJECTIFS POUR LE LONG TERME : MOINDRE COÛT, MOINDRE RISQUE

Les textes en cours de discussion proposent aux pays des variantes pour les objectifs de long terme. Curieusement, seule une variante se réfère aux conclusions des rapports du GIEC.

Le GIEC est en réalité très précis sur les objectifs possibles pour le long-terme et en particulier pour les échéances à fixer. Les seuls paramètres d'ajustement sont les éléments de contexte et les proportions des gaz à effet de serre dans le mix total.

Et il y a une certitude : il faut arriver à zéro émissions de gaz à effet de serre. La date à laquelle nous devons arriver à zéro émissions dépend de ce que l'on peut accepter comme niveau de réchauffement global et comme risques découlant du réchauffement climatique. Pour repousser au plus loin l'horizon du zéro-émissions, on devrait choisir le scénario qui dépend le moins de techniques à l'efficacité non testée et potentiellement

extrêmement coûteuses (CCS, nucléaire par exemple). Le GIEC indique que – dans le plus optimiste des cas – l'horizon de zéro-émissions de CO<sub>2</sub> pourrait être repoussé à 2070 pour limiter le réchauffement à 2°C.

Pour limiter le réchauffement sans avoir à dépendre de technologies aux risques et à des coûts potentiellement élevés, le GIEC nous indique que le zéro-émissions de CO<sub>2</sub> doit être en 2050. Point final.

L'objectif de long terme de diminuer à zéro les émissions en 2050 correspond donc non seulement aux conclusions du GIEC, mais également avec des risques environnementaux et financier limités, tout en engendrant de nombreux impacts positifs. Dans un monde d'incertitude, c'est précisément le type d'objectifs dont nous avons besoin.

## Chère industrie des énergies fossiles : Game over!

Cher Ministre,

Vous ne pouvez vous permettre de soutenir l'objectif de 2°C tout en refusant de passer l'action à court, moyen et long terme pour réduire les émissions. Cela ne marche pas. N'est-ce pas le moment d'accepter qu'il faut simplement sortir des énergies fossiles complètement ?

Refaites les calculs du GIEC des budgets carbone nécessaires pour rester sous les 2°C et 1,5°C et vous verrez que nous devons arriver à ZÉRO émissions en 2050. Cela revient à sortir des énergies fossiles complètement - ce qui a justement été revendiqué par les Évêques Catholiques hier, au nom d'une transition vers 100% d'énergies renouvelables.

Pour y arriver, il faut commencer maintenant. Ici à Lima, vous devez :

- Agir avant 2020, car plus vous attendrez, plus ce sera difficile et coûteux ;
- Fixer une période d'engagement de 5 ans pour pouvoir rehausser l'ambition en 2025 et ne pas rester coincés pendant 15 ans par les mêmes objectifs ;
- Vous engager sur zéro CO<sub>2</sub> en 2050, la traduction la plus fidèle de l'engagement des 2°C ;
- Apporter suffisamment de moyens financiers aux pays en développement pour qu'ils puissent fournir une énergie renouvelable à tous.

ECO ne manque pas d'idées pour compléter votre liste de tâches pour l'avant 2020. Continuez p2.



# Relever l'ambition à Lima pour réduire les émissions avant 2020 : Just Do It !

C'est à la réunion du Climate Action High Level Group d'aujourd'hui que les Parties expliqueront comment elles vont combler le fossé d'émissions. Alors que ce fossé est gigantesque, sa résorption est plus facile qu'on ne le pense.

Voici quelques pistes pour les pays développés qui doivent prendre le lead pour la période pré 2020. Evidemment, vous êtes censés commencer par ce à quoi vous vous êtes déjà engagés. Ce message s'adresse en particulier aux Etats qui reviennent sur leurs engagements pour 2020. Mais vous devez aussi aller plus loin. Il y a des choses que vous devez simplement de cesser, subventionner les énergies fossiles ou construire des oléoducs dédiés aux énergies fossiles, par exemple. Et puis il y a des sujets où il va falloir vous y mettre.

Selon l'AIE, 80% des mesures additionnelles nécessaires pour résorber le fossé d'émissions avant 2020 sont neutres pour le PIB, alors que les co-bénéfices sont multiples (tout le monde aime boire de l'eau potable et respirer un air pur). Pour vous aider, Eco a compilé la liste de choses à faire et même, à commencer dès maintenant. Encore mieux, Eco a compilé la liste des choses à ne pas faire pour sauver le climat. C'est aussi simple que ça. Plus d'excuse.

## À ne pas faire :

**Etats-Unis** : arrêtez de construire de nouvelles infrastructures pour les énergies fossiles ! Rejetez une fois pour toutes le projet de pipeline Keystone XL. Stoppez le plan illégal permettant au pipeline d'Alberta Clipper de doubler de capacité. Mettez fin aux plus de 21 milliards de dollars par année de subventions à la production de combustibles fossiles, et arrêtez les 6,5 milliards de dollars de soutien public à l'agrandissement des réserves de combustibles fossiles. Et, quoi que vous fassiez, n'assouplissez pas les réglementations telles que l'interdiction d'exportation de pétrole brut et la restriction sur le financement de centrales au charbon à l'étranger.

**Australie** : n'agrandissez pas la mine de charbon du bassin de Galilée dans le Queensland. Ne transformez pas la Grande barrière de corail en un terminal d'exportation de charbon (sérieusement !?)! Ne revenez pas en arrière sur votre objectif d'énergie renouvelable. Enfin, n'abrogez pas les politiques progressistes comme le système d'échange des émissions.

- **UE** : ne laissez pas le nouveau « programme d'investissement » proposé par le Président de la Commission bénéficier aux centrales au charbon et au gaz.

- **Allemagne** : cessez de soutenir des projets de centrales charbon dans d'autres pays par crédits d'exportations garantis de l'état par vos agences nationales (IPEX et Hermes).

- **Espagne** : arrêtez la folle exploration pétrolière offshore de Respol dans les eaux des Îles Canaries, qui n'est pas seulement préjudiciable pour le climat mais aussi pour la biodiversité, et à laquelle les populations locales s'opposent.

**Japon** : arrêtez de construire de nouvelles centrales au charbon. Les 35 centrales prévues, de 14 GW sont une terrible idée.

**Russie** : ne laissez pas votre principale compagnie gazière, Gazprom, construire un nouveau gazoduc vers la Chine qui passerait à travers un site inscrit au patrimoine mondial, et qui est un lieu sacré pour les peuples autochtones.

**Canada** : arrêtez de permettre l'extraction de combustibles fossiles à partir des sables bitumineux et des pipelines associés. N'autorisez pas la Colombie-Britannique à développer son secteur GNL au détriment des énergies renouvelables. Cessez de subventionner les combustibles fossiles afin de permettre un accès au marché économiquement équitable pour les producteurs d'énergies renouvelables.

## À faire :

**Etats-Unis** : prenez exemple sur les villes de Seattle, Portland, San Francisco et NYC qui réduisent activement leurs émissions. Penchez-vous sur toutes les politiques d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique qui font recette et démultipliez-les.

**Australie** : soutenez les actions des villes comme Sydney ou des collectivités locales qui s'engagent à être neutre en carbone en 2020 ou 2030, celles de l'Agence australienne des énergies renouvelables qui soutient nombre de projets locaux. Augmentez la part des énergies renouvelables et fermez les vieilles centrales à charbon. Promulguiez enfin la réglementation sur les gaz HFC, en ligne avec les amendements proposés par les USA et d'autres sur le protocole de Montréal. Renforcez les mesures d'efficacité énergétique.

**Union européenne** : de nombreuses actions peuvent d'ores et déjà être entreprises :

- Mettez en œuvre la directive d'efficacité énergétique avec à la clé des tonnes d'emplois non délocalisables, plutôt que d'ignorer l'objectif 2020.

- Annulez le surplus de 2 milliards de quotas sur l'ETS, point de départ d'une véritable réforme que vous devez lancer sans plus attendre.

- **UK** : Fixez-vous l'objectif de sortir du charbon à l'horizon mi-2020, au bénéfice de la santé de tous. Priorisez l'efficacité énergétique et mettez en œuvre un grand programme de rénovation du bâtiment.

- **France** : accélérez le développement des énergies renouvelables, du solaire et éolien en particulier. Repêchez l'écotaxe poids lourds que vous avez tout juste abandonnée au détriment du contribuable. Enfin, introduisez une contribution climat énergie progressive et ambitieuse entre 2015 et 2020.

- **Allemagne** : Mettez en œuvre votre nouveau plan de protection du climat en fermant les centrales à charbon qui rejettent l'équivalent de 22GT de CO2. Réformez le secteur de l'affectation des terres et augmentez les objectifs d'énergies renouvelables.

**Pologne** : passez à l'action pour réduire votre dépendance au charbon et optez pour les renouvelables. Ayez recours aux mécanismes de solidarité pourvus par l'UE pour le climat afin de développer les ENR et l'efficacité.

- **Espagne** : créez un marché de l'électricité qui favorise les petites unités photovoltaïques à grande échelle, plutôt que de soutenir un marché qui laisse le photovoltaïque reculer. (suite p.3)

## À faire (suite page 2) :

- **Japon** : Afin de développer une stratégie énergétique pour 2030, mettez en place des contraintes sur le carbone (par ex : un prix au carbone)
- **Norvège** : Autorisez à votre fond souverain alimenté par les ressources fossiles d'investir 5% de son portfolio dans les infrastructures contribuant directement aux énergies renouvelables. Réduisez rapidement la part des fossiles dans le portfolio, en commençant par les plus polluantes comme les sables bitumineux et le charbon
- **Canada** : respectez enfin votre promesse de réguler les secteurs du pétrole du gaz (cf ECO de mercredi) , restaurez les financements dans les renouvelables et le programme fédéral de rénovation du bâtiment résidentiel . encouragez les État à suivre l'exemple d'Ontario visant à sortir du charbon en 6 ans.

## SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES : SORTIR DE L'ADDICTION

L'agence internationale de l'énergie a récemment indiqué que les subventions aux énergies fossiles en 2012 atteignent 544 milliards de dollars (5 fois celles pour les énergies renouvelables qui atteignent 101 milliards). En intégrant les subventions indirectes, Le FMI estime ce montant à 2000 milliards.

Les contribuables du monde entier paient pour déstabiliser le climat. Dans les pays riches, les subventions aident l'industrie du charbon, du pétrole et du gaz. Dans les pays pauvres, elles aident aussi la classe moyenne à acquérir des voitures moins chères, aggravant la pollution et asséchant les moyens financiers pour la santé, l'éducation et le logement.

Au Venezuela, Bolivie and Equateur, les carburants sont les moins chers de toute

l'Amérique latine. Quelle ironie, quand on sait que le Venezuela a un ministre qui dit travailler dans l'esprit de l'« éco-socialisme » et que les 2 autres ont truffé leurs constitutions de références aux Droits de la Nature et à la Terre-Mère ! D'autres pays (Mexique par exemple) subventionnent production et consommation de carburants fossile.

Les subventions bénéficient à ceux qui utilisent le plus les carburants, pas les pauvres. Si ces subventions étaient consacrées à l'amélioration des services publics ou directement aux revenus des pauvres, l'impact social serait positif.

Alors que les pays riches se doivent de montrer l'exemple en stoppant ces subventions aux énergies fossiles, tous les pays peuvent faire le même effort.

L'Amérique latine peut jouer un rôle majeur aussi. La société civile continuera à plaider dans ce sens. Il faut aussi disposer d'un dispositif social qui permette aux plus désavantagés à accéder aux services énergétiques.

Si les fonds gaspillés dans ces subventions (en particulier pour la production) étaient redistribués en investissements pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, ainsi que dans la santé et l'éducation, l'impact serait doublement positif pour les hommes et pour le climat.

## Négociations sur l'agriculture et GACSA, un pari risqué ?

Absente des négociations depuis la COP 17 à Durban en 2011, l'agriculture a refait surface en juin 2014 avec un programme de travail proposé par le SBSTA, qui s'organisera autour de 4 ateliers répartis en 2015 et 2016. Ces ateliers, centrés sur l'adaptation permettront d'avancer sur les questions scientifiques et techniques. Leurs conclusions devraient alimenter les négociations internationales en 2015 et 2016 de façon à avancer vers une décision sur les questions agricoles. Mais ne rêvons pas trop, car les divergences entre pays sont encore très importantes. Certains pays dont les modèles agricoles sont les plus polluants mettent tout en œuvre pour ne pas avoir à discuter de ce que pourraient être des modèles agricoles durables au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

A défaut de porte ouverte durant les

négociations à venir, nous avons quand même aperçu une étroite fenêtre qui a permis de glisser l'agriculture dans les salles de négociation : l'agroforesterie et le sylvopastoralisme seront les nouvelles activités éligibles pour des financements dans les mécanismes de développement propre (MDP) .

En parallèle, et en dehors de cet espace des Nations Unies, la GACSA (Alliance Globale sur l'Agriculture Intelligente face au Climat) continue d'avancer. Lancée en septembre 2014 au sommet de Ban Ki Moon pour « accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale face au changement climatique » et ouverte à tous types d'acteurs, la GACSA, à laquelle ont adhéré 17 pays préparera formellement son programme de travail lors d'une réunion du secrétariat à Rome les 17 et 18 décembre prochains. Les

fortes réticences d'une grande partie de la société civile internationale lors de son lancement perdurent . Et il devient de plus en plus clair qu'elle va devenir l'anti-chambre des négociations sur l'agriculture. De parole de négociateur : tout le monde est libre d'entrer dans cette alliance et il n'est pas question aujourd'hui de préciser les pratiques qui seront portées, ou encore moins d'exclure d'autres pourtant nuisibles à l'environnement et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il est plus qu'urgent que la France clarifie son positionnement : en termes de modèles agricoles tout d'abord, sont-ils tous « climate smart » ? Et en termes de gouvernance ensuite, souhaite-elle favoriser des discussions en dehors du cadre des Nations Unies ? A la veille de la présidence française pour la COP21, voilà qui serait un bien mauvais signal....

# POUR LES ÉVÊQUES, IL FAUT « APPROFONDIR LE DISCOURS »

Des évêques catholiques du monde entier se sont réunis hier pour lancer un appel à la fin de l'ère des combustibles fossiles et pour maintenir l'augmentation mondiale des températures en dessous de 1,5°C.

Alors que les dirigeants de l'Eglise se sont déjà exprimés sur le changement climatique, la déclaration d'hier est importante car c'est la première fois qu'un groupe mondial d'évêques partage ses réflexions dans un document. La déclaration appelle à un « approfondissement du discours de la COP20 » pour s'assurer que des décisions concrètes soient prises à Paris, en sou-

lignant qu'une feuille de route claire doit être adoptée, précisant comment les pays vont répondre aux exigences de financements prévisibles et additionnels

Les évêques appellent « les catholiques et les personnes de bonne volonté à s'engager sur la route de Paris, comme point de départ pour une nouvelle vie en harmonie avec la Création, en respectant les limites planétaires ».

Le Pape François devrait publier l'année prochaine une encyclique sur l'écologie humaine. La déclaration des évêques peut indiquer que l'Eglise catholique va devenir un défenseur plus engagé pour la justice climatique.

## Déclaration US-Chine des Jeunes : les pas vers plus d'ambition

Sur les pas de l'annonce climat historique de la Chine et des USA, des jeunes des deux pays ont joint leurs forces pour construire un point d'orgue dans le mouvement climat des jeunes.

Partant du précédent travail collaboratif, le Climate Action Network Jeunes Chine (CYCAN) et la Sierra Student Coalition ont fait une déclaration commune à leurs chefs d'Etats qui détaillent la réaction des jeunes à la récente annonce Chine-US. La déclaration exprime l'appréciation des grands pas réalisés par ces deux pays tout en les incitant à l'adoption d'objectifs plus ambitieux et en particulier de politiques fortes, justes socialement et cohérentes avec la science.

La déclaration précise ensuite les politiques et objectifs ambitieux nécessaires pour éviter une crise climatique irréversible et garder l'augmentation de température à 1,5°C au-delà des niveaux pré-industriels.

Cette déclaration n'est que le début. Les jeunes qui héritent du problème climatique critique sont des acteurs de plus en plus forts du dialogue global. Les voix unies de la jeunesse mondiale promettent d'être là à chaque étape de Lima à Paris, conduisant le changement dans leur communauté et poussant pour un monde avec accès à des systèmes énergétiques sûrs, renouvelables et justes socialement.



## Fossile du Jour

La délégation des Etats-Unis aurait besoin d'une paire de lunettes supplémentaire car ils semblent chroniquement myopes. Malgré les cyclones Katrina et Sandy, ils essayent de retirer, avec le soutien du Japon, l'adaptation et les pertes et dommages du texte de décision de l'ADP. Les États-Unis et le Japon sont ainsi ex-aequo pour la première place du Fossile du Jour.



Une deuxième paire de lunettes devrait être attribuée pour les officiels polonais qui ne voient pas que la messe est dite pour l'industrie houillère. La Pologne gagne ainsi la deuxième place pour le Fossile du Jour à ignorer la transition énergétique et proposer une gamme de nouveaux projets charbon dans le cadre d'un nouveau plan de relance de 300 milliards d'Euros de l'Union européenne.

Les lunettes n'aideront pas avec notre gagnant en troisième place du Fossile du Jour, le Venezuela. Ce matin, le Ministre des Affaires étrangères du Venezuela a clairement déclaré que « le problème des changements climatiques n'est pas causé par la production de pétrole mais par son utilisation irrationnelle ».

## Rayon du Jour

Nos trois gagnants du Rayon du jour sont l'Allemagne, le Pérou et la Colombie qui ont tous promis un financement climat essentiel.



L'Allemagne a promis autour de 60 millions de \$ au Fonds d'Adaptation, le Pérou 6 millions au Fonds Vert auxquels a répondu la Colombie qui a engagé 6 millions de dollars supplémentaires.

### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Emmanuel Bernard, David Cochard, Simon Coquillaud, Pierre-Emmanuel Julia, Meike Fink, Lorelei Limousin, Peggy Pascal, François Périllon, Marion Richard.